

Pour des fronts d'alternative

Pierre Laurent

Secrétaire national du Parti communiste français, Président du Parti de la gauche européenne

Nous sommes dans un moment historique particulier, une crise de civilisation majeure, un affrontement historique entre le système de domination capitaliste mondialisé, entré durablement en crise, et la poussée multiforme d'un nouveau monde où les forces du partage ne demandent qu'à prendre le pas sur les logiques de mise en concurrence.

Les responsabilités de la gauche dans une Europe en crise

L'Europe est entrée dans une spirale récessive et de régression sociale qui entraîne une forte contestation populaire, des crises politiques profondes dans les pays où sont appliquées de violentes et dévastatrices cures d'austérité, ainsi qu'une exacerbation des concurrences dans la classe dominante au niveau européen. Certains se réclament du fédéralisme pour avancer dans la centralisation des décisions au niveau européen ; d'autres, comme David Cameron, se distancient de plus en plus du projet d'union, pour revenir sur la conception du « grand marché européen ». Dans tous les cas, l'Europe d'aujourd'hui n'est déjà plus celle d'avant la crise et il n'y aura pas de *statu quo*.

Le cadre néolibéral de la construction européenne est partagé par la droite, les sociaux démocrates, les verts et les centristes. Avec l'entrée en crise de ce modèle et l'application consensuelle, par toutes ces forces, des politiques d'austérité, l'Europe s'enfonce dans une crise démocratique et politique gravissime. Ces choix sont profondément remis en cause par les peuples, élection

après élection, mobilisation après mobilisation. Nous sommes dans une période de grande instabilité où toute force politique qui applique l'austérité subit des sanctions aux élections suivantes, ou – plus rare – comme en Bulgarie, est contrainte de démissionner face à la pression populaire. D'un autre côté, ces sanctions débouchent sur des résultats politiques très inégaux.

Les peuples envoient des signaux d'alerte clairs, même s'ils s'expriment différemment. Partout, les populismes anti-politiques, parfois racistes et xénophobes, les partis nationalistes ou les forces régionalistes de droite, voire ouvertement néonazis comme en Grèce avec Aube Dorée, profitent de la colère et du désespoir pour progresser. Ce sont les hypothèses inquiétantes.

Mais de la crise émergent aussi de puissantes luttes et des percées politiques de forces comme le Front de gauche en France, Izquierda unida en Espagne ou Syriza en Grèce, dont les effets et les développements sont liés. Des convergences de luttes, des rapprochements politiques et des processus nouveaux émergent qui méritent qu'on s'y arrête. Les résistances se sont beaucoup développées dans certains pays européens et on observe des tentatives intéressantes de coordination de ces luttes au niveau européen. Il y a aujourd'hui, bien au-delà de l'influence électorale de chacun de nos partis, des dizaines de millions de personnes, des forces politiques, syndicales, des mouvements sociaux, des citoyens, des salariés, des jeunes, des élus, des intellectuels, des syndicalistes, des militants associatifs, des artistes, des écologistes, qui aspirent à trouver des réponses à leurs attentes et des possibilités d'intervenir dans le débat politique.

Notre responsabilité est grande. Sans alternative de progrès, sans l'émergence d'une vision radicalement nouvelle d'une Europe qui unisse les peuples – solidaire, coopérative, démocratique, dotée de moyens pour s'émanciper des marchés financiers, décidée à agir pour changer les règles imposées par le capitalisme mondialisé – tout est possible. Le pire n'est pas à exclure. C'est pourquoi nous opposons à ce risque l'ambition d'un véritable projet de refondation européenne qui mette le cap sur l'humain, sur la solidarité, et lance en grand, au cœur de nos sociétés, le débat sur les transformations nécessaires et les grands axes de la construction nouvelle, adaptée à ce projet. Pour ce faire, il y a une condition impérative que nous seuls pouvons remplir : que toutes les forces de progrès qui, en Europe, aspirent à ce changement joignent leurs efforts, de manière concrète, permanente et systématique.

C'est, en France, le sens que nous donnons à la construction du Front de gauche ; et en Europe, l'objectif que nous fixons à nos coopérations : travailler ces propositions et ouvrir les espaces politiques nécessaires à leur partage par le plus grand nombre, pour rendre majoritaire cette alternative. Bref, être des outils de construction commune de l'alternative politique, en France et en Europe.

Tordre le coup à « TINA ». Oui, il y a une alternative

Après la chute du mur de Berlin et le développement rapide de l'hégémonie néolibérale, l'expression si chère à Margaret Thatcher comme à Jose-Manuel Barroso, « There is no alternative », trouvait un fort écho dans nos pays européens. La méthode « TINA », continue d'ailleurs d'être une formule des plus usitées dans la justification des cures d'austérité, des choix budgétaires, de la discipline que l'on veut imposer aux uns pour réparer l'irresponsabilité des autres. Mais voilà, la crise, les scandales bancaires et les conséquences sociales des « mécanismes de sauvetage » ainsi que leur totale inefficacité économique sont venus écorner le triomphe du capitalisme. Les résistances qui se développent, notamment dans le sud de l'Europe, montrent la révolte des citoyens européens vis-à-vis de ce modèle et, en conséquence, ouvrent l'espoir d'une alternative. Notre responsabilité, à nous, forces de gauche, est donc de tordre le coup – une bonne fois pour toutes – à « TINA », et de rendre crédible cette alternative.

Aujourd'hui, les résistances se cristallisent contre les politiques d'austérité (coupes budgétaires, privatisations de services publics, augmentation des impôts indirects et des prix de l'énergie...) et de « flexibilisation » des marchés du travail (baisse des salaires minimum, précarisation des contrats de travail...) censées réduire les déficits, les dettes dites « souveraines » et régler le problème du chômage. Nous devons révéler la réalité de leur application : la zone euro est désormais entrée dans une période de récession durable et le chômage explose partout. Et il faut dire quelle est l'utilité de ces mesures : préserver les intérêts de la finance et du patronat. On a vu appliquer cette logique avec brutalité à Chypre, en ignorant le parlement, en s'en prenant directement aux comptes des citoyens, alors que de plus en plus de voix se lèvent pour dire que la voie choisie par les pouvoirs européens est une folie.

L'alternative part donc d'une position simple : servir les peuples plutôt que les financiers. Au Front de gauche, nous avons appelé ça : « L'humain d'abord ». À partir de là, il y a au moins deux points à approfondir : quel modèle de développement voulons-nous et comment y parvenir ?

À ceux qui prétendent régler le problème du chômage avec une insécurisation croissante du travail pour les salariés, et celui des déficits avec l'austérité, nous répondons : produire en Europe et produire autrement, en organisant la transition écologique et sociale de nos modèles productifs, c'est la vraie solution ! L'immensité des richesses dégagées par la révolution informationnelle conjuguée à l'accélération prodigieuse des connaissances et des sciences pourrait permettre de réduire fortement le temps de travail, d'alléger peines et souffrances au travail en enrichissant son contenu, de libérer du temps pour chacun-e, tout au long de sa vie, pour se former, se cultiver, développer ses capacités, sa créativité, participer à des activités sociales épanouissantes hors

travail. Elle permettrait de réduire les inégalités, développer des productions pour répondre aux immenses besoins de l'humanité en matière alimentaire, sanitaire, énergétique..., construire de véritables systèmes de sécurisation professionnelle de l'emploi et de la formation, assurer l'expansion durable des services publics d'éducation, de logement, de la recherche, de la culture, des transports, de la protection de l'environnement.

Ce changement radical de cap implique d'inventer de nouvelles formes d'appropriation sociale avec des droits et des pouvoirs nouveaux des salariés qui leur permettront d'intervenir sur tous les choix stratégiques des entreprises, et d'envisager la reprise en main publique des secteurs les plus stratégiques (sidérurgie, productions d'énergies...). Il implique aussi que la banque et la monnaie redeviennent des biens communs publics au service de l'intérêt général. L'urgence est, dans les pays les plus exposés aux dettes publiques, d'abolir une grande partie d'entre elles et de réviser les conditions de remboursement, comme un préalable pour retrouver de la croissance. La bataille politique pour le changement du statut et des missions de la banque centrale européenne est fondamentale. La BCE a été conçue pour être le bras armé protégeant les marchés financiers. Elle a été pensée pour faire de la zone euro un espace d'attractivité financière et continuer à servir les rentes. Rien n'empêche de la transformer, de réinventer son pouvoir de création monétaire, de faire de la zone euro une zone solidaire. C'était l'idée de l'initiative citoyenne européenne que portait le Parti de la gauche européenne : recueillir un million de signatures pour la création d'une banque publique européenne, exclusivement dédiée au financement du développement social et de la transition écologique. Cette initiative a été bloquée en amont par la Commission européenne, qui a refusé de l'enregistrer.

Cela m'amène à une deuxième idée : l'alternative, c'est aussi une renaissance de la démocratie à tous les niveaux. Mesurons l'impact du traité budgétaire, rédigé par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, et adopté à marche forcée courant 2012 dans l'ensemble des pays de la zone euro. C'est le pouvoir de chaque pays européen, de chaque parlement national, celui de définir ses recettes et ses dépenses – autrement dit, le pouvoir de redistribution des richesses nationales – qui vient d'être transféré à la Commission européenne – organe technocratique dont la composition n'est pas décidée par le suffrage universel – et à des espèces de petites troïka nationales composées d'experts (en France, le « haut conseil des finances publiques ») qui dicteront les mesures à prendre pour assurer l'équilibre des finances. Il suffit donc que les prévisions de croissance soient revues à la baisse pour que ces « mécanismes de correction automatiques » prennent les décisions, en lieu et place des parlements nationaux. Les indignés espagnols avaient bien raison d'exiger la « démocratie réelle » ; la question des souverainetés populaires est un enjeu crucial pour l'avenir de l'Europe. Face aux confiscations de pouvoir, voire dans certains pays à la répression de toute forme critique, nous voulons

au contraire renforcer les rôles des institutions élues et favoriser l'implication citoyenne dans les décisions politiques.

Une nouvelle dynamique à gauche

Je suis persuadé que ces axes sont de plus en plus partagés dans nos sociétés, bien au-delà de nos influences « traditionnelles ». La dernière séquence électorale en France et l'écho qu'a pu trouver le Front de gauche en sont une bonne illustration.

Nous avons fait le pari d'un front largement ouvert, un mouvement citoyen capable de créer des dynamiques politiques populaires qui portent, consciemment et dans la durée, des objectifs de changement. Nous n'avons pas tout réussi. Mais nous avons raison de penser qu'une majorité, en tout cas une très forte proportion de notre peuple, pourrait ainsi se remettre en mouvement politique et tenter de sortir la gauche de la spirale de l'échec. Et en quatre ans, le Front de gauche a changé la donne en France et à gauche.

Tout confirme la nécessité de changer la trajectoire de notre pays, et tout confirme que le gouvernement et le président de la République ne sont pas, pour le moment, dans cette logique. La faiblesse du programme présidentiel nous contraignait hier à faire le choix de la non-participation gouvernementale. Aujourd'hui, les orientations sociales-libérales, non seulement nous confortent dans notre choix mais nous poussent à nous mobiliser fortement. Notre comportement est le suivant : appuyer ce qui peut constituer des avancées pour notre peuple ; refuser ce qui s'aligne sur des logiques d'austérité et de compétitivité. Nous faisons partout, et en toutes circonstances, des propositions pour avancer.

Nous n'attendons pas 2017, nous ne parions pas sur l'échec du gouvernement car nous savons que le risque d'un retour de la droite est bien présent, tout comme celui d'une progression du Front national qui se nourrit du désespoir. Le développement de mobilisations sociales d'ampleur, convergentes, sera nécessaire pour inverser le rapport des forces, faire reculer les libéraux, les marchés financiers, et essayer d'imposer au gouvernement toutes les mesures pourtant indispensables qu'il se refuse à prendre. Nous appuyons les mobilisations et nous les aidons dans le respect de l'autonomie de chacun. Le mouvement social est lui aussi porteur d'une dimension politique. Le Front de gauche travaille à la complémentarité de proposition et d'action entre ses objectifs et ceux qui émergent des luttes. Il devra veiller à créer les cadres unitaires, les fronts, les alliances adaptées aux échéances à affronter. Au-delà des millions d'électeurs qui ont agi, et voté Front de gauche, et qui constatent aujourd'hui la justesse de leurs analyses, des millions d'autres, qui ne l'ont pas fait, ou qui ont seulement regardé du côté du Front de gauche sans aller plus loin, se demandent à présent comment agir pour gagner le changement auxquels ils aspirent.

C'est la raison pour laquelle nous avons lancé une campagne « L'alternative à l'austérité, c'est possible ! » avec comme ambition d'« œuvrer à des solutions immédiates face à la crise et à la construction d'une politique et d'une majorité alternative ». Nous savons déjà que des convergences sont possibles avec des secteurs, des militants et des responsables socialistes et EELV, et plus largement avec l'ensemble de celles et ceux qui aspirent au changement. Nous nous adressons donc fortement aux militants associatifs et syndicaux, dans cette même recherche de convergences et d'action communes.

Coopérations et batailles européennes

Notre action nationale est inséparable de ses dimensions européenne et internationale : la construction des fronts de lutte pour le changement doit sans cesse se penser dans ses multiples dimensions, nationale, européenne et internationale. Pour contrecarrer les stratégies de division qui visent la régression des droits de tous les peuples européens, la coopération que nous saurons entretenir entre forces progressistes sera déterminante. Je pense qu'il faut aller vers un internationalisme en réseau, opérationnel et politiquement utile dans notre vie sociale réelle.

J'ai voulu insister, dans ma première partie, sur les responsabilités de la gauche dans une Europe en crise. Je suis persuadé du caractère déterminant de l'articulation de nos luttes et de nos propositions nationales et européennes. C'est une réalité depuis qu'il existe des traités européens, des politiques et une monnaie communes. Cela devient une urgence aujourd'hui. Les politiques d'austérité et l'appui inconditionnel des institutions européennes aux marchés reposent sur une stratégie coordonnée des puissances de l'argent, mais aussi sur le consensus libéral qui allie les libéraux et les conservateurs à la sociale-démocratie et aux écologistes au niveau européen. Si nous ne sommes pas en mesure d'unir les forces politiques de gauche et d'ouvrir les espaces de dialogue avec les forces sociales au niveau européen, il nous manquera un atout important dans la confrontation avec les marchés et les tenants du consensus libéral. J'ajoute que nombreux sont les forces syndicales et sociales, les travailleurs, qui ont identifié le niveau européen comme un niveau pertinent de leurs luttes ; il faut en tenir compte !

Notre ambition est de refonder la construction européenne. Cette belle idée d'« Union des peuples et des nations européennes » que les dirigeants actuels ont salie et dénaturée. C'est l'un des grands défis du combat de classe de notre époque. « Construire l'Europe » ne doit pas signifier nous couler dans le moule de la mondialisation libérale, mais nous donner au contraire des moyens – économiques, financiers, politiques – de faire vivre un modèle social et culturel avancé, d'édifier une démocratie de plus en plus horizontale, où les individus soient dotés non seulement du droit de vote mais aussi des

pouvoirs d'intervention directe à même de peser sur les orientations européennes elles-mêmes, y compris pour faire émerger d'autres règles dans les relations internationales : plus équitables, plus démocratiques, plus pacifiques. Il ne s'agit évidemment pas de rêver à je ne sais quel « grand soir » européen. Mais il est temps qu'avec notre action, celle du Front de gauche, celle du Parti de la gauche européenne et, si possible, très au-delà, les conditions se créent pour que les forces de transformation sociale investissent de façon offensive le terrain de la construction d'une alternative concrète à l'« Europe » qu'elles combattent au quotidien.

Le Parti de la gauche européenne, que je préside depuis décembre 2010, tiendra son congrès à Madrid du 13 au 15 décembre prochains. Cette jeune organisation, qui travaille dans le respect des différences de cultures politiques tout en poussant les rapprochements et les actions communes, a parcouru beaucoup de chemin. Le succès de ses initiatives indique qu'il est possible d'ouvrir des espaces encore plus larges et plus souples, permettant d'associer d'autres forces à la construction de l'alternative. Nous parlons de l'idée d'un « front européen » et débattons à notre congrès de l'organisation d'un « forum européen annuel des alternatives ».

Nous ne sommes pas les seuls à chercher ces espaces de travail en commun. J'en prends pour preuve l'organisation de l'Alter Sommet à Athènes des 7 et 8 juin. Cette initiative inédite réunira un éventail très large de forces sociales et syndicales. C'est un processus nouveau de construction que le PGE – dans son rôle – a soutenu depuis le début. Cet événement peut et doit être un moment marquant pour donner une visibilité à toutes ces voix qui s'élèvent et se rassemblent pour une alternative européenne. Nous avons beaucoup à y apporter et nous devons le préparer activement dans nos pays, avec les forces qui sont prêtes à s'y joindre.

Enfin, en 2014, viendront les élections européennes. Ce sera un moment de politisation des enjeux européens, et il faudra veiller à en faire une grande bataille populaire. Nous devons ensemble éviter le piège du débat réducteur entre l'Europe telle qu'elle est, ou la « sortie de l'Euro ou de l'UE » pour faire progresser notre idée de refonder l'Europe. Il faudra discuter la composition actuelle du Parlement européen et convaincre de la nécessité d'y porter une autre voix. Je pense que les conditions sont réunies dans plusieurs pays européens pour un renforcement conséquent de notre groupe parlementaire, la GUE-NGL qui est le seul groupe capable de porter une alternative au Parlement européen dans ses propositions comme dans ses pratiques.

Il faudra bien que l'étai de l'austérité et de l'autoritarisme qui écrase les peuples européens se fende quelque part. D'où viendra la faille ? De Grèce, d'Espagne, d'Italie ? De France ? Une chose est sûre : c'est en faisant converger nos efforts que nous parviendrons, les uns comme les autres, à avancer dans la voie de la transformation sociale. ■